



Attac Limousin

Association pour la Taxation des Transactions
financières pour l'Aide aux Citoyens

Infos et actions - Bulletin des
Comités Locaux de Corrèze,
Creuse et Haute-Vienne

Janvier - Février 2011
Bimestriel - n°67

Indignez-vous !

C'est le carton littéraire de la fin d'année 2010 : « Indignez-vous ! » écrit par Stéphane Hessel. 600.000 exemplaires vendus depuis sa sortie en octobre *...

« 93 ans. La fin n'est plus bien loin. Quelle chance de pouvoir en profiter pour rappeler ce qui a servi de socle à mon engagement politique : le programme élaboré il y a soixante-six ans par le Conseil National de la Résistance ! »

Quelle chance de pouvoir nous nourrir de l'expérience de ce grand résistant, réchappé des camps de Buchenwald et de Dora, co-rédacteur de la Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948 ! Pour Stéphane Hessel, le motif de base de la Résistance, c'était l'indignation.

Certes, les raisons de s'indigner dans le monde complexe d'aujourd'hui peuvent paraître moins nettes qu'au temps du nazisme. Mais 'cherchez et vous trouverez' : l'écart grandissant entre les très riches et les très pauvres, l'état de la planète, le traitement fait aux sans-papiers, aux immigrés, aux Roms, la course au 'toujours plus', à la compétition, la dictature des marchés financiers pour faire disparaître les conquêtes de la Résistance - retraites, Sécurité sociale ...

Pour être efficace, il faut, comme hier, agir en réseau : Attac, Amnesty, la Fédération internationale des Droits de l'homme... en sont la démonstration. Alors, on peut croire Stéphane Hessel, et lui emboîter le pas, lorsqu'il appelle à une "*insurrection pacifique*"

* 3 euros dans toutes les bonnes librairies – Vous pouvez également visionner le passage du film "Walter, retour en résistance" qui a donné envie à l'éditeur d'éditer le livre "*Indignez-vous!*".

<http://www.commeaucinema.com/bandes-annonces/walter-retour-en-resistance>

Panier du militant

CORREZE

Mercredi 9 février à partir de 18h à la nouvelle médiathèque de **Tulle** : visio-conférence en direct du **Forum Social Mondial de Dakar** avec l'intervention du Bottom Théâtre

CREUSE

Ciné-débat

Mardi 25 janvier 2011 à 20h45

au Cinéma LE SENECHAL à **Guéret**

Projection du film documentaire

CLEVELAND CONTRE WALL STREET

Suivi d'un débat animé par l'économiste J. Cossart,
Secrétaire Général du Conseil Scientifique d'ATTAC

Autre lecture : « **Manifeste d'économistes atterrés : Crise et dettes en Europe : 10 fausses évidences, 22 mesures en débat pour sortir de l'impasse** » lancé par 4 économistes, dont T. Coutrot du Conseil Scientifique d'Attac, 5,50 euros <http://atterres.org/>

HAUTE-VIENNE

Samedi 15 janvier 14 h Rassemblement contre la loi **LOPPSI 2** à Limoges devant la Préfecture

Samedi 22 janvier 10 h 30 Manifestation contre la **LGV Limoges-Poitiers** devant la Gare des Bénédictins à **Limoges** ; pique-nique, puis Conseil Régional

Samedi 29 janvier 9h30-17h Formation « **Mener une campagne** » à la **M.D.H.** – renseignement-inscription : 05 55 35 81 24

Jeudi 3 février 20h15 Groupe d'Animation ouvert à tous à la MDH 37 rue F. Mistral à Limoges

Jeudi 10 février à partir de 19h à Limoges : visio-conférence en direct du **Forum Social Mondial de Dakar** Lieu à préciser : voir <http://mdh.limoges.free.fr> ou 05 55 35 81 24

Jeudi 17 février 2011 à 20h

Ciné-débat

au Cinéma Le LIDO à **Limoges**

Projection du film documentaire

SEVERN, la voix de nos enfants

Suivi d'un débat avec le réalisateur J.-Paul Jaud

Pour le climat : une taxe sur les transactions financières

Cancun a sauvé pour le processus onusien de négociation climatique. Pour le reste, l'accord trouvé au Mexique en décembre 2010 reste très en-deçà des pas nécessaires pour lutter véritablement contre le changement climatique.

La célébration, quasi unanime, de l'accord de Cancun, constitue en soi un événement étrange. Nombre de mouvements sociaux, souvent déjà fermement engagés dans la recherche de solutions, se sont trouvés sans voix devant cette déferlante d'applaudissements alors que le texte ne répond pas aux engagements minimaux pour faire face à la crise climatique.

La feuille de route, élaborée à Bali en 2007, devant conduire à une nouvelle phase d'engagement de réduction des émissions après 2012 et le protocole de Kyoto de 1997 lui-même, semblent appartenir à la préhistoire, aux mots à éviter pour ne pas fâcher. Après une rude bataille de certains pays pour que soit pris à Cancun l'engagement précis d'un renouvellement du protocole, le texte évoque certes une telle étape, malgré l'opposition explicite du Japon et de la Russie, mais il laisse un flou tel qu'il n'est pas exagéré de penser que ce protocole pourrait être enterré.

Le texte de Cancun, en l'état, n'ouvre pas d'espace pour une inversion de la courbe du réchauffement climatique qui, en l'absence des réductions nécessaires mises en évidence par des rapports scientifiques successifs, conduirait à un réchauffement de l'ordre de +4°C à +6°C. Face à ce désastre, le communiqué final n'a pas même repris, dans les « *éléments des accords* », les 2°C maximum d'augmentation de température ; ils sont simplement évoqués comme une question à propos de laquelle il convient de « *travailler* ».

Quel sens alors donner à l'enthousiasme des États et de nombre d'ONG ? La séance finale fut d'abord certainement un grand moment de catharsis après l'échec médiatisé de la conférence de Copenhague. Nous pouvons en déduire qu'il ne s'agit là que d'une façade, de belles images pour la presse internationale et d'une justification pour les délégations de retour dans leur pays. Il y a cela bien sûr mais il y a plus. Les délégations des pays du Sud, celles des pays les plus pauvres en particulier, soumises à de multiples pressions et n'ayant pourtant obtenu aucune garantie réelle en échange d'engagements toujours plus importants, ont applaudi pour la plupart la poursuite du processus onusien. Les Nations unies sont la seule tribune, la seule arène où ils peuvent s'exprimer. L'absence d'accord aurait renforcé encore tous ceux, qui tout en célébrant, dans les mots, le multilatéralisme - un multilatéralisme entre soi -, considèrent les Nations unies comme une machine bureaucratique de trop, dont il faut réduire le poids. Ceux-là ont tout fait pour que ce texte ne soit pas le produit d'un compromis : les options des différentes parties n'ont pas été intégrées, c'est un compromis-consensus entre quelques-uns obtenu dans des réunions feutrées, sur le modèle si efficient des négociations de l'Organisation mondiale du commerce ! Malgré cela,

ne pas avoir éliminé le processus onusien est le seul véritable point positif de Cancun.

Ce sommet de Cancun, bien plus encore que celui de Copenhague, est pris dans la tourmente de la crise globale et l'évanouissement de l'espoir d'en sortir par quelques mesures cosmétiques. Comme attendu, il a aussi buté sur les financements, les États-unis ayant fait preuve en la matière d'une extrême intransigeance. Le texte de Copenhague avait mentionné la création d'un Fonds vert, des financements rapides d'ici 2012 et des financements nouveaux, pour arriver à 100 milliards de dollars par an en 2020. Jusqu'ici ce sont quelques millions qui ont été vaillamment engagés. Le Fonds vert est certes créé mais aucun financement n'est véritablement prévu, car aucun des nouveaux outils envisagés n'a pu voir le jour, ni la taxe sur les transports aériens, ni celle sur les transports maritimes.

Quant aux recettes obtenues de la vente aux entreprises des crédits d'émission à partir de 2013, les décisions européennes annulent cette source : près de 90% des entreprises soumises aux quotas d'émission en seront exonérées jusqu'en 2020 ; c'est la compétition qui prime ! En terme d'argent public, il ne reste plus qu'à puiser dans les maigres ressources de l'aide au développement, au mépris du texte onusien qui demande des financements additionnels.

Faute d'argent public, ce sont les capitaux privés et les financements par les marchés du carbone qui devraient fournir pour l'essentiel l'argent nécessaire. C'est une des raisons pour lesquelles le texte de Cancun laisse ouverte la possibilité de créer de nouveaux marchés du carbone, sur la forêt, sur les sols. Pourtant, un tel marché européen, mis en place en 2005, s'est révélé d'une grande inefficacité écologique et, pire, un lieu nouveau de spéculation et de délinquance financière. De nombreux rapports officiels, celui de la Deutsche Bank en particulier, en témoignent. Le Fonds vert, privé de ressources publiques, n'a plus qu'à être administré par la Banque mondiale, qui continue à financer des projets meurtriers pour la planète ou des méga-projets inaccessibles aux communautés de base et à ceux qui sont déjà engagés dans des expériences de transition. De plus, l'institution de Washington, fidèle malgré tout au Consensus du même nom, accorde les fonds sous forme de prêts, alors que le plus souvent les États qui en auraient le plus besoin sont déjà très endettés.

Mais alors, pourquoi l'Union européenne, après avoir été locomotive dans les négociations climatiques et alors qu'elle est emportée par la crise financière, ne prendrait-elle pas l'initiative d'une taxe sur les transactions financières ? Et pourquoi, immédiatement et dans un premier temps ne pas instaurer une taxe sur les transactions de change, dont les mouvements incessants minent l'euro et les sociétés européennes soumises au régime sec ? De nombreuses études montrent la faisabilité technique d'une telle mesure ; plusieurs sont d'ailleurs reprises par le très officiel, et international, Groupe pilote sur

les financements innovants et pour le développement ! Rappelons que les seules transactions mondiales sur les devises représentent chaque jour quelques 4.000 milliards de dollars et que Londres et Francfort sont deux places essentielles dans ce dispositif ! Il ne s'agit pas de fétichiser une telle mesure, mais alors que les énergies sont là pour engager une transition écologique et sociale, comme le montrent les nombreuses expériences dans le monde, les financements doivent suivre. Ils doivent aussi permettre la protection de tous ceux qui sont déjà exposés aux conséquences du changement climatique.

Ce serait pour l'Europe une manière de retrouver des marges de manœuvre internes et de prendre acte de sa responsabilité particulière, celle d'avoir été le berceau d'un système fondé sur l'énergie fossile, sur l'extraction sans merci des ressources naturelles. Ce serait aussi une manière de reprendre l'initiative et de s'engager vers un véritable multilatéralisme et de nouvelles formes de coopération avec les pays du Sud. Est-ce encore trop espérer ?

Geneviève Azam et Jacques Cossart - Tribune parue sur le site de Reporterre le 3 janvier 2011

BREVES !

RSA

Instauré le 1er juin 2009, le revenu de solidarité active est versé à 1 766 000 bénéficiaires en France métropolitaine en juin 2010. En un an, le nombre de bénéficiaires du RSA a augmenté de près de 20 %.

Heures supplémentaires

En France, un milliard d'heures supp' ne sont pas déclarées, pas majorées et même pas payées du tout, ce qui est l'équivalent de 600 000 emplois. Cela représente 85 % du travail dissimulé.

Chiffres du chômage

Le nombre total de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en France (métropol.), fin novembre 2010, était de 4 618 600. Le nombre de la catégorie A "chômeurs officiels" était de 2 698 100.

ET SI NOUS JETIONS UN COUP D'ŒIL DANS LE RETROVISEUR ?

Dans les années 1980, comme le rappelle très utilement René PASSET (1), les principes d'une économie néolibérale (prônée notamment par les économistes Milton FRIEDMAN et Friedrich HAYEK), ont été largement mis en œuvre dans le monde, sous l'impulsion du Royaume-Uni (Margaret THATCHER) et des USA (Ronald REAGAN).

1980 - 2010 : déjà 30 ans...

Listons plusieurs effets majeurs du néolibéralisme sur cette période :

- Déréglementation
- Liberté quasi-totale de circulation des capitaux
- Hypertrophie de la sphère financière, qui s'est coupée de l'économie réelle
- La spéculation est devenue un des moyens principaux de gagner de l'argent
- La Finance a imposé sa loi dans le fonctionnement des entreprises, des nations, des organisations internationales et n'est plus seulement un moyen, mais aussi un objectif
- Les revenus financiers ont ponctionné les autres revenus (réduction des salaires, diminution des aides financières de la protection sociale)
- Réduction du nombre d'emplois, de la dépense publique

- La logique marchande a envahi tous les secteurs (culture, éducation, santé, ...)
- Les ressources naturelles sont en voie d'épuisement, à cause d'une logique productiviste et de court terme
- Accroissement de l'écart entre riches et pauvres, et entre pays riches et pays pauvres
- Affaiblissement du pouvoir politique, du Pouvoir Citoyen

Depuis 20 ans (1990 > 2010), tous ces effets ont aussi engendré des crises financières :

- Mexique (1992-1994)
- Asie (1997)
- Russie (1998)
- Brésil (1998-1999)
- Argentine (2001)
- USA (subprimes en 2007-2008)
- Islande (2008)
- Grèce (2009)
- Irlande (2010)

Demain, le Portugal, l'Espagne, l'Italie ?
A environnement égal, les mêmes causes produisent les mêmes effets...
Faut-il en rajouter ?...
Et si le Citoyen reprenait la main ?...

G.D.

(1) René PASSET > Economiste, Professeur émérite à la Sorbonne, Premier Président du Conseil scientifique d'ATTAC, Auteur du livre «**Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire**» (2010 - aux Editions LLL - Les Liens qui Libèrent)

Assemblée générale Attac 87 du 9 décembre 2010

La présentation du rapport d'activités et du bilan financier montre que 2010, sans être exceptionnelle, est une année correcte avec des actions diversifiées et des finances équilibrées. Le site internet et sa mise à jour devront être améliorés en 2011. Pour éviter les frais postaux, l'envoi du bulletin par courrier électronique a été proposé. Attac étant une association d'éducation populaire, la diffusion de nos idées auprès du plus grand nombre implique d'avoir des tirages papier pour proposer ce bulletin en tous lieux. Les votes ont approuvé ces deux rapports. L'élection des membres du groupe d'animation a permis de renouveler le mandat de F. Lacherez, M. Laplante et J. Martin et d'accueillir Michel Vaury.

Un rapide compte rendu de l'assemblée générale d'Attac France a suivi, ainsi qu'une présentation des

mobilisations incontournables en 2011 (Forum Social Mondial à Dakar, réunions du G8 et du G20 en France). Pour terminer la soirée, un film, "La double face de la monnaie", a été projeté. Il aborde le rôle de l'argent et de ses alternatives : Systèmes d'Echanges Locaux (SEL), Banques du temps, monnaies complémentaires (Chiemgauer, Sol, Abeille...). Cette formule en deux temps paraît intéressante, d'autant qu'elle permet aussi un moment d'échanges informels durant la pause.

Composition du groupe d'animation d'Attac 87

J-Pierre Clausse (**Trésorier**), Cyril Cogneras, Fabien Lacherez (**Secrétaire**), Martine Laplante, Jacqueline Martin, Brigitte Roddes-Chmitt (**Présidente**), Yvan Tricart, Michel Vaury.

Les réunions se déroulent généralement le 1er jeudi de chaque mois et sont ouvertes à toutes les personnes qui le souhaitent. Si vous disposez d'un peu de temps, votre avis nous intéresse ! Merci !

Assemblée générale et Assises d'Attac France

Elles se sont tenues les 20 et 21 novembre 2010, en région parisienne. L'assemblée générale a été l'occasion de faire le bilan (A) de l'année écoulée puis de réfléchir sur les enjeux pour les mouvements sociaux (B) de la situation politique et sociale en France ainsi que sur les stratégies pour construire une autre Europe (C).

(A) Attac s'est bien mobilisée sur la question des retraites. Les groupes locaux ont activement participé à la création de collectifs suite à l'appel lancé par Attac et la Fondation Copernic. L'implication d'Attac a permis de faire le lien entre la réforme des retraites et la financiarisation de l'économie. Mais, cette mobilisation sur le long terme a nécessité la mise en sommeil des autres projets prévus pour 2010 (Taxation des Transactions Financières, banques...). Cette campagne a cependant eu un effet bénéfique sur les adhésions.

(B) Jean-Pierre Dubois Président de la Ligue des Droits de l'Homme et Daniel Rallet représentant la Fédération Syndicale Unitaire au conseil d'administration d'Attac sont intervenus sur les perspectives des mouvements sociaux. Dans un contexte mondial difficile, avec des crises qui se succèdent, la démocratie, les libertés, les droits sociaux sont en régression. Mais notre pire ennemi est le défaitisme, il est important de lutter pour une citoyenneté sociale. C'est le sens du pacte pour les droits et la citoyenneté lancé par la LDH et une cinquantaine d'organisations dont Attac. Le but est de reprendre l'offensive, de faire des propositions, d'organiser des débats et d'interpeller ceux qui sollicitent les suffrages des citoyens. <http://www.pactecitoyen.org/>

Daniel Rallet constate que le mouvement des retraites a initié une bataille des idées qui dépasse la défense d'un droit acquis pour en faire une question de choix de société. La forme que prendra la poursuite de cette mobilisation est cependant incertaine.

(C) Suite à plusieurs projets de résolutions sur la question européenne, rédigés par des adhérents, le conseil d'administration du 29 août 2010 a décidé d'engager Attac dans un débat approfondi sur les alternatives à l'actuelle Union européenne, notamment en matière économique et monétaire. L'union économique et monétaire est en crise structurelle insoutenable. Elle ne pourra pas continuer en l'état. Elle est fondée sur un marché unique avec sa monnaie unique. Ceci combiné avec une absence de coordination budgétaire et fiscale aggrave les différences entre les pays.

Trois solutions sont envisageables.

Scénario 1 : Sortir de la zone euro, ce n'est pas l'objectif actuel d'Attac.

Scénario 2 : Passer à une monnaie commune.

Scénario 3 : Passer à une monnaie unique refondée.

Toutefois, chaque possibilité nécessite un contrôle de la

indépendantes et des marchés financiers régulés ! Le débat sur la crise de l'Union Européenne doit se poursuivre au sein des deux CNCL et à l'université des Attac d'Europe. Un texte d'orientation sera élaboré en vue de l'AG 2011.

Les assises ont permis de travailler sur **les enjeux du Forum Social Mondial (FSM)** de Dakar et la présidence française du **G8** et du **G20**.

Les enjeux du Forum Social Mondial à Dakar s'organisent autour de trois grandes questions : la situation mondiale et la crise ; la situation des mouvements sociaux et citoyens ; le processus des forums sociaux mondiaux.

La situation mondiale est caractérisée par la profondeur de la crise structurelle de la mondialisation capitaliste. L'hypothèse d'une crise de civilisation, très présente depuis le Forum social de Belém, sera approfondie. Le FSM de Dakar mettra aussi l'accent sur la place de l'Afrique dans la situation mondiale et dans la crise. L'Afrique est indispensable à l'équilibre économique et écologique du monde par ses matières premières et ses ressources naturelles et humaines qui sont convoitées tant par les pays du Nord que par les pays émergents, avec la complicité active d'une partie des dirigeants des Etats africains. L'accent sera également mis sur la décolonisation, sur les diasporas et les migrations.

L'avenir des mouvements sociaux n'est pas prévisible mais des résistances sont en cours dans quasiment toutes les parties du monde. En Afrique, on assiste à la renaissance du mouvement syndical. Les mouvements des paysans, des femmes sont aussi très dynamiques. Ces mouvements s'organisent autour de l'accès aux droits pour tous, de l'égalité des droits et de l'impératif démocratique. Deux questions seront très présentes à Dakar : les droits environnementaux dans la perspective de la préservation de la planète ; les droits des migrants et des migrations qui interpellent la place des frontières et l'organisation de l'espace mondial.

Après le Forum social de Belém, en 2010, plus de quarante événements ont montré la vigueur du processus qui transparait aussi dans le foisonnement d'initiatives délocalisées au sein de "Dakar étendu". Par la suite, l'idée est de lier les FSM aux autres grandes mobilisations comme Rio +20 ou la tenue des réunions du G8 et du G20.

Avant le FSM, des caravanes regroupant différents mouvements convergeront vers Dakar, organisant des "mini forum" à chaque étape. Ces caravanes permettront de rendre visibles les luttes locales tout en protégeant les autochtones qui pourront manifester en réduisant les risques de répression.

JM

Sommaire	Page	Page
Indignez-vous	1	Assemblée Générale d'Attac 87 3
Panier du militant	1	Brèves 3
Pour le climat : une taxe sur les transactions financières	2	Assemblée Générale et Assises d'Attac France 4
Et si nous jetions un coup d'œil dans le rétroviseur ?	3	

ENCART : Bulletin d'adhésion

ATTAC LIMOUSIN - INFOS ET ACTIONS - Bulletin des comités locaux de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne de l'Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne. Imprimé par ATTAC 87, Maison des Droits de l'Homme, 37 rue Frédéric Mistral 87100 Limoges. N°ISSN : 2102-0833, CPPAP : 1006 G 86005. Directeur de la Publication : Jean-Pierre Clausse Tél 05 55 01 28 69 ; E-mail : attac87@attac.org. Site Internet : <http://www.attac.org> ou <http://www.local.attac.org/attac87> - Ce n° est tiré à environ 500 exemplaires. Les articles publiés dans ce bulletin n'engagent que leurs auteurs !